

# ASSOCIATION COURRIEL

COLLECTIF UNITAIRE RÉPUBLICAIN DE RÉSISTANCE, D'INITIATIVE ET D'EMANCIPATION LINGUISTIQUE  
~ [www.courriel-languefrancaise.org](http://www.courriel-languefrancaise.org) ~

## CONSULTATION PRÉPARATOIRE 2013 RAPPORT MORAL DE L'ASSOCIATION, ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT

---

**L'association CO.U.R.R.I.E.L. en première ligne contre la destruction méthodique de la francophonie en France, en Europe et dans le reste du monde !**

### **I – les racines sociales du « tout-anglais » et de l'offensive générale contre la langue française**

L'agression contre la langue française et contre l'ensemble des langues nationales s'accélère brutalement en France, en Europe et dans le monde entier à l'initiative des milieux dominants partisans du tout-anglais.

Au niveau français et européen, un étau politico-linguistique tend à broyer notre langue entre, d'une part, le *tout-anglais* porté par Bruxelles et le MEDEF, et d'autre part une politique territoriale mortifère concertée à l'échelle continentale et hexagonale.

Tout entier tendu vers le dictatorial "saut fédéral européen" – dont aucun peuple n'a été admis à débattre – complaisant voire complice envers les menées euro-régionalistes qui tendent à démanteler les États nationaux ou multinationaux historiquement constitués, le gouvernement Ayrault, qui est en cela appuyé par la droite et par la plupart des « présidents de région » (sic), prépare l'« Acte III de la décentralisation » ; l'axe essentiel de cette déconstruction de la République une et indivisible héritée de 1793 est de permettre aux régions de « moduler » la loi et de « désétablir » la langue française, dans la mesure où il est question de donner aux régions la "compétence linguistique". Au niveau des territoires eux-mêmes, les menées régionalistes, voire séparatistes, se précisent. Un « référendum » a eu lieu en Alsace avec le feu vert de l'Élysée, pour fusionner les trois collectivités territoriales alsaciennes (la région et le département). Le but affiché était explicitement de faire de l'Alsace une « région d'Europe » tournée vers l'« espace germano-suisse ». En dépit d'une propagande insistante, les citoyens d'Alsace ont d'ailleurs majoritairement réaffirmé leur attachement à la République. Mais d'autres régions ne sont pas en reste dans la mise en œuvre de ce dé-tricotage national, de l'Ile-de-France au Nord-Pas-de-Calais en passant par la Bretagne ou par le projet de « Septimanie » porté par certains élus du Languedoc-Roussillon.

C'est dans ce contexte délétère que François Hollande s'est engagé, au moment des présidentielles, à faire ratifier par la France le projet anticonstitutionnel de « *Charte européenne des langues minoritaires et régionales* ». Bien entendu, la défense des langues régionales, conçues

comme un patrimoine de toute la nation et enseignées avec les moyens nécessaires et en dehors de tout projet politique sécessionniste *est pleinement légitime* et doit trouver place, sans porter atteinte à la langue nationale fédératrice, dans le sein de l'école publique et laïque. Mais il s'agit ici de tout autre chose : avant tout de désétablir *de facto* le français, de recomposer les territoires sur des bases ethno-linguistiques parfois clairement « transfrontalières », d'ouvrir une large brèche aux tenants de l'officialisation de l'anglais en France (ne s'agit-il pas d'une « langue minoritaire » déjà imposée *de facto* dans nombre d'entreprises du CAC 40 et dans plusieurs territoires de la République où d'influents « colonies » anglophones refusent de se mettre au français et obtiennent même que des pages en anglais soient insérées dans les bulletins municipaux). En réalité, face au « *Ramina-Globish* » du tout-anglais colonial, les langues de France – au premier rang desquelles la « langue de la République » (art. II de la Constitution), mais aussi les langues régionales et, pourquoi pas, les langues principales de l'immigration – devraient faire front commun contre ce nouveau totalitarisme culturel au lieu de s'opposer entre elles, sans quoi elles seront toutes marginalisées au profit de la langue impériale promue par le patronat.

Le but de ces menées antinationales est de diviser le monde du travail, de favoriser la domination culturelle de l'« élite mondialisée », d'aggraver les discriminations socio-linguistiques au sein du peuple et de dissoudre irrévocablement notre pays dans l'Europe fédérale des régions. Cette entreprise hexagonale va de pair avec une tentative concertée de balkaniser les États constitutifs de l'UE. L'Empire européen piloté par l'Axe Washington-Berlin avec la complicité de l'oligarchie hexagonale, utilise l'arme territoriale et linguistique pour mettre en œuvre le vieux précepte impérialiste « diviser pour régner ». Il suffit pour s'en rendre compte de considérer la concomitance des actions entreprises, de la Belgique à l'Espagne, de l'Italie à la Grande-Bretagne, pour diviser les États nationaux ou plurinationaux à l'avantage des bourgeoisies riches (flamande, catalane et basque, milanaise, écossaise) et au désavantage des parties plus pauvres des pays cités. Qui peut croire que l'« évaporation » en cours de la Belgique ou de l'Espagne peut longtemps rester sans conséquence sur notre sol, alors que se préparent des référendums de sécession en Catalogne, en Écosse, et peut-être au Pays de Galles et en Italie du nord ? Ce projet néo-féodal ne peut que diviser la résistance de la classe travailleuse, qui passe à la contre-offensive contre l'euro-austérité d'Athènes à Madrid en passant par Rome et par Florange.

En France, le chef de file de ce dé-tricotage de la République est le MEDEF, dont le Manifeste "Besoin d'aire" appelle ouvertement à « reconfigurer les territoires » et à « changer de patrie » en mettant en place les « États-Unis d'Europe ». Mais les partis dominants ne sont pas en reste. Avec la loi LRU, qui tend à privatiser les universités françaises sur le modèle états-unien, avec la loi Chatel qui introduit l'anglais comme seconde langue maternelle à l'école primaire, avec les multiples pratiques linguistiques anti-francophone des Lagarde, Borloo, Kouchner, Copé, on avait déjà pu mesurer l'hostilité de l'UMP à l'encontre du français. Mais malgré les quelques déclarations honorables de F. Hollande et de L. Fabius sur l'usage international du français, le gouvernement ne fait pas mieux. Non seulement il veut ratifier la Charte européenne critiquée ci-dessus, mais il s'emploie à défaire la Loi Toubon dans l'enseignement supérieur en introduisant une kyrielle de dérogations légales qui vident cette loi, pourtant fort peu contraignante, de toute sa substance. Ne parlons pas du front « national » qui, non seulement ne dit mot sur la langue française, mais qui vient de demander la suppression des quelques postes d'enseignement de l'arabe existant dans les écoles primaires en direction des migrants pour que les crédits affectés à ces postes soient affectés... à l'enseignement de l'anglais !

Ces attaques contre la francophonie dépassent infiniment la France, même s'il est vrai qu'en attaquant leur propre langue maternelle sur le sol même de la patrie, l'oligarchie française est la principale responsable du recul de la francophonie internationale. Comme l'a montré le manifeste porté par CO.U.R.R.I.E.L. « *alerte rouge sur la francophonie* », l'attaque contre la francophonie,

aise le français également en Belgique – où la réaction flamande s’acharne sur les francophones sans aucune riposte des élites wallonnes – mais aussi au Québec (« le français est dans le couloir de la mort au Québec », écrivent certaines associations québécoises de défense du français menant campagne sur le thème « au Québec, le français, ça s’impose ! »), et en Suisse, sans oublier nombre de pays africains francophones tentés de basculer à l’anglais comme l’a fait le Rwanda. Cette attaque contre la francophonie porte un caractère mondial car à l’heure actuelle, la francophonie est sans doute l’unique rempart culturel qui existe à l’échelle des cinq continents face à l’entreprise totalitaire visant à imposer au monde une langue unique, qui est aussi le *vecteur obligé* d’une culture unique, d’une pensée unique, d’une politique unique et d’une économie unique.

Tout démocrate sincère ne peut que s’indigner qu’une telle politique soit mise en œuvre dans le dos des peuples et sans aucun débat politique. Il est vrai qu’il en va de même de la « construction » européenne qui est de plus en plus ouvertement conduite en contournant le débat civique et la volonté populaire, comme on vient de le voir avec l’adoption du Traité sur la Gouvernance (TSCG), qui prive les peuples de toute souveraineté budgétaire.

## II – Rôle et activité du CO.U.R.R.I.E.L.

Dans ces conditions, le CO.U.R.R.I.E.L. est plus indispensable que jamais, malgré ses limites vite atteintes. Face à une politique de classe visant à casser la France et sa langue, une association clairement progressiste, antiraciste et internationaliste est absolument nécessaire notamment pour alerter le mouvement ouvrier et populaire, principale cible et donc, principal opposant potentiel à la politique linguistique exterminatrice du pouvoir néolibéral. C’est principalement en effet du côté du monde du travail et du peuple de France, dont font partie les intellectuels progressistes qui associent le patriotisme à l’internationalisme, que se trouvent les ressources à mobiliser pour sauver la langue de Molière, mais aussi de Victor Hugo, d’Aragon et d’Aimé Césaire.

Même s’il n’avait aucunement les moyens d’enrayer l’offensive anti-francophone, le bilan d’activité du CO.U.R.R.I.E.L. est loin d’être négligeable. Les limites de notre association sont évidemment liées à sa jeunesse (réseaux à monter, organisation à roder, partenariats à construire, toute une lutte à réinventer et retravailler au quotidien), à la dispersion géographique de son équipe dirigeante, et plus encore sans doute au nombre très restreint de ses animateurs. Tout cela doit faire l’objet d’un travail assidu d’amélioration. Il n’en reste pas moins que CO.U.R.R.I.E.L....

- ⌚ a publié de nombreux textes et analyses, à commencer par son texte fondateur intitulé *Manifeste progressiste pour la défense de la langue française* ;
- 🕒 a commencé à sensibiliser plusieurs organisations et média de gauche (articles et citations dans l’Humanité, Informations ouvrières, IC, M’pep, Penser la France, BRN, le Monde Diplomatique, le Courrier des Mutuelles, Afrique-Asie, Le Grand Soir, Liberté, la Voix du Nord, L’Écho du Centre, la Marseillaise, rencontre nationale avec le Parti de Gauche, lettres à tous les députés de gauche...). Il est dommage que les directions socialistes nationales et les élus PS, tout comme d’ailleurs la direction du PCF et des confédérations syndicales, n’aient la plupart du temps pas répondu à nos sollicitations. Mais nous n’étiquetons personne *a priori* et nous continuerons à interpeller le PS au nom des valeurs même dont il se réclame.
- 🕒 a organisé et participé à de nombreux débats publics (conférence d’Albi, de Tulle, débat du Festival d’Avignon, débat de la Fondation Gabriel Péri... ) ;

- Ⓟ a provoqué l'intervention de plusieurs élus (les députés Candelier et Chassaigne, le sénateur Watrin...);
- Ⓟ a engagé une activité, certes encore modeste, en direction du peuple (affiches, autocollants, distributions massives de tracts, rassemblement...)
- Ⓟ a alerté ou relayé plusieurs syndicats ;
- Ⓟ a interpellé, seul ou dans l'unité, plusieurs ministères ;
- Ⓟ a été l'un des moteurs d'une dynamique inter-associative bien rodée, dans les limites naturelles des cadres politiques propres à chaque association ; le CO.U.R.R.I.E.L a régulièrement soutenu les actions de ses partenaires, en sus d'être à l'initiative de plusieurs appels et manifestes communs ;
- Ⓟ etc.

Malgré cette activité multiforme, notre action n'a pas réussi jusqu'ici ne serait-ce qu'à ralentir l'agression linguistique. La disproportion des forces est en effet flagrante et notre combat socio-linguistique pour l'émancipation est lourdement censuré par les grands médias... *Néanmoins, les lignes bougent !, et le projet de loi Fioraso aura notamment permis de constater un large consensus patriotique et une force de contestation, de résistance, capable de percer l'omerta libérale* : certains de nos compatriotes sont peut-être seulement en train de prendre conscience de la gravité, de la réalité de l'attaque linguistique –et manifestement ils ne devraient pas se laisser faire.

*Raison de plus pour tenir bon, pour MIEUX S'ORGANISER, pour tenir un maximum de terrains en cherchant constamment le contact avec les travailleurs, la jeunesse et les intellectuels de progrès.*